

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 22-26 octobre 2007

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 11 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2007/11-B/3
12 septembre 2007
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2007 — CÔTE D'IVOIRE 10672.0

Assistance aux populations touchées par la crise prolongée en Côte d'Ivoire

Nombre de bénéficiaires	1 006 000
Durée de l'intervention	18 mois (1 ^{er} juillet 2007–31 décembre 2008)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	47 256 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	14 753 358
Coût total pour le PAM	41 239 517

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODD*: M. M. Darboe Mustapha.Darboe@wfp.org

Attaché de liaison principal, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest.



RESUME

1. Après quatre années de conflit civil, le déplacement massif de populations et une division du pays, une amélioration de la situation politique en Côte d'Ivoire se dessine. Néanmoins, on s'attend à ce que les effets à long terme de la crise, notamment l'insécurité alimentaire généralisée, persistent: l'aide humanitaire demeure nécessaire pour satisfaire les besoins des personnes les plus vulnérables. Le retour des populations déplacées est en cours dans l'ouest du pays, mais à petite échelle.
2. Le PAM est présent en Côte d'Ivoire depuis 1989; les plans visant un retrait avant la fin des années 90 ont été interrompus par les conflits intérieurs. La stratégie de transfert future du PAM dépendra de l'évolution du processus de paix, du rythme du redressement économique et de la capacité du Gouvernement de rétablir et de développer les services de base pour appuyer les groupes vulnérables.
3. Pendant la période 2007–2008, le PAM appuiera le processus de redressement et s'efforcera d'atténuer les séquelles de la crise prolongée qu'a connue le pays. Des dispositions seront prises en vue de réduire progressivement les actions de secours et de redressement et de passer à des activités de développement, dans l'optique d'une programmation conjointe des Nations Unies après 2008.
4. La stratégie du PAM s'inscrit dans le Plan d'action humanitaire commun, qui comprend les objectifs suivants: i) rétablissement des services de base, ii) protection et réintégration des populations déplacées et iii) renforcement de la sécurité alimentaire et développement des moyens de subsistance.
5. Les actions de redressement constitueront la majeure partie des activités prévues dans la présente IPSR; elles se traduiront par des programmes d'éducation, des activités Vivres contre travail (VCT) et Vivres au profit de la formation (VPF) et des programmes ciblés de nutrition.
6. La composante éducation sera la plus importante (55 pour cent de l'IPSR). Elle consistera à fournir des repas scolaires préparés à 580 000 élèves et à distribuer des rations à emporter à 60 000 filles et à leurs familles en concentrant les efforts sur les régions en situation d'insécurité alimentaire dont le taux de scolarisation est faible, conformément à l'Objectif stratégique 4 du PAM et aux OMD 2 et 3. Les activités VCT et VPF destinées à 90 000 bénéficiaires représenteront 22 pour cent de l'IPSR avec l'objectif d'assurer le retour durable et l'autonomie des populations déplacées telles que les enfants démobilisés ou victimes de la guerre; l'accent sera placé sur l'agriculture, la remise en état des infrastructures et la formation, en application de l'Objectif stratégique 2 et des OMD 1 et 7. Les programmes ciblés de nutrition, destinés à 47 000 mères vulnérables, enfants âgés de moins de 5 ans et personnes vivant avec le VIH dans les zones d'insécurité alimentaire, représenteront 18 pour cent de l'IPSR, conformément à l'Objectif stratégique 3 et aux OMD 4, 5 et 6.
7. La composante secours est ramenée de 30 à 5 pour cent par rapport à la précédente IPSR; elle vise à venir en aide à 17 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, conformément à l'Objectif stratégique 1 et aux OMD 1 et 4.
8. Le ciblage géographique et socio-économique des bénéficiaires repose sur l'analyse de données secondaires et la collecte de données primaires, comprenant l'enquête en grappes à indicateurs multiples de l'UNICEF, l'évaluation des récoltes de 2006 de la FAO, le système de suivi de la sécurité alimentaire du PAM et l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence du PAM de septembre/octobre 2006.